



Groupe Hospitalier de Territoire
Somme Littoral Sud

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

**ACCORD-CADRE
à bons de commande**

**Fourniture de dispositifs médicaux à usage unique,
instrumentation réutilisable et produits dentaires
pour le Centre de Médecine Bucco-Dentaire du CHU
Amiens Picardie**

Dossier n°25PS0089



Sommaire

Article 1 – Acheteur.....	4
Article 2 – Objet de l'accord cadre et dispositions générales.....	4
2.1 Objet	4
2.2 Décomposition de l'accord cadre	4
2.3 Forme du marché	9
2.4 Durée du marché	9
2.5 Marchés de livraisons complémentaires.....	9
Article 3 – Pièces contractuelles	10
Article 4 – Modalités d'exécution	10
4.1 Modalités de passation des commandes	10
Article 5 - Codification et données logistiques des produits	11
Article 6 – Lieux et délai de livraison.....	11
Article 7 – Prix et variation des prix	11
7.1 Caractéristiques des prix	11
7.2 Forme et variation des prix.....	12
7.3 Recours au catalogue fournisseur	13
7.4 Offres promotionnelles	13
7.5 Changement de domiciliation bancaire.....	13
Article 8 – Clauses de financement et sûreté	14
8.1 Avance	14
8.2 Retenue de garantie	15
Article 9 – Règlement des comptes.....	15
9.1 Transmission des demandes de paiement	15
9.2 Modalités de règlement	15
9.3 Délai global de paiement.....	16
9.4 Règlement en cas de cotraitants	16
Article 10 – Pénalités.....	17
Article 11 – Documents à fournir pendant l'exécution	17
Article 12 – Transport et réception des fournitures	17
Article 13 – Vérification et admission	18
Article 14 – Garantie des prestations.....	18
Article 15 – Assurances	18



Article 16 – Clauses de réexamen	18
16.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	18
16.2 Evolution, extension ou substitution de références en cours d'exécution.....	19
Article 17 – Exécution aux frais et risques	20
Article 18 - Autres obligations du titulaire	20
18.1 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	20
18.2 Confidentialité et sécurité	21
Article 19 – Résiliation.....	21
Article 20 – Différents et Litiges	22
Article 21 – Règlement général de protection des données.....	22
Article 22 – Dérogations au CCAG FCS	23



Article 1 – Acheteur

Nom du pouvoir adjudicateur : Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie – établissement support du GHT - Somme Littoral Sud.

Adresse : 1 Rond-Point du Professeur Christian Cabrol – 80 054 AMIENS

Représenté par : Monsieur Didier Renaut – Directeur Général

Article 2 – Objet de l'accord cadre et dispositions générales

2.1 Objet

A titre liminaire, il est rappelé que le CHU Amiens Picardie, établissement support du GHT SLS, assure la fonction achats pour le compte des établissements parties du GHT.

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de dispositifs médicaux à usage unique, instrumentation réutilisable et produits dentaires destinés au projet d'ouverture du Centre de Médecine Bucco-Dentaire du CHU Amiens Picardie prévue pour le 1^{er} septembre 2025. Une estimation des quantités nécessaires à l'ouverture du centre est indiquée à l'annexe 2 à l'acte d'engagement (colonne H).

L'établissement du GHT SLS concerné par l'accord-cadre est le CHU Amiens-Picardie pour tous les lots.

Les prestations sont décrites au cahier des clauses techniques particulières.

2.2 Décomposition de l'accord cadre

Le contrat est un accord-cadre à bons de commandes conclu sans minimum et avec maximum en quantité selon les lots, comme défini ci-après. Les maximums sont exprimés en quantité pour tous lots avec application d'un pourcentage au regard des quantités totales estimées à l'annexe 1 au CCAP « Quantités maximales par lot ».

Le présent accord-cadre est alloti, il composé de 166 lots comme suit :

N° Lot	Intitulé du lot	QUANTITE GLOBALE MAXIMALE PAR PERIODE
1	PRODUITS D'ODONTO-STOMATOLOGIE	300%
2	PRODUITS D'ODONTO-CHIRURGIE	300%
3	DETECTEUR DE CARIES ET REVELATEUR PLAQUE	300%
4	PREPARATEUR CANALAIRE	300%
5	PATE POUR POLISSAGE DES DENTS APRES DETARTRAGE	300%
6	DIGUE PREDECOUPEE & CORDON ELASTIQUE	300%



7	DIGUE PREDECOUPEE SANS LATEX	300%
8	CANULES D'IRRIGATION ET EMBOUT	300%
9	AIGUILLES POUR CARPULE D'ANESTHESIE	300%
10	SOLUTION D'HYPOCHLORITE STABILISEE A 2,5%	300%
11	VERNIS FLUORE	300%
12	SERINGUES POUR ANESTHESIE INTRA LIGAMENTAIRE	300%
13	SERINGUES POUR ANESTHESIE AUTO ASPIRANTE	300%
14	ROULEAUX DE COTON SALIVAIRES	300%
15	CIMENT CANALAIRE : EUGENATE	300%
16	SOLVANT CIMENTS OBTURATION CANALAIRE EUGENATE	300%
17	COMPOSITE PHOTOPOLYMERISABLE ANTERO POSTERIEUR	300%
18	COMPOSITE POUR RECONSTITUTION CORONAIRE	300%
19	RESINE COLLAGE	300%
20	EMBOUTS UU POUR SERINGUE MULTIFONCTION ET ADAPTATEUR	300%
21	ADHESIF POUR RESINE ET COMPOSITE PHOTOPOLYMERISABLE	300%
22	COMPOSITE FLUIDE D'OBTURATION	300%
23	COMPOSITE UNIVERSEL	300%
24	COMPOSITE POUR STRATIFICATION	300%
25	COMPOSITES DE COLLAGE	300%
26	COMPOSITE POUR OBTURATION PUIITS & SILLONS	300%
27	ECLAIRCISSEMENT : TRAITEMENT DE DYSCHROMIES	300%
28	OBTURATION CANALAIRE A L'AIDE D'OBTURATEUR	300%
29	MATERIAU COIFFAGE PULPAIRE DIRECT OBTURATION PERFORATIONS	300%
30	SUBSTITUT DENTINAIRE BIOACTIF	300%
31	PROJET ESTHETIQUE : MOCK UP	300%
32	ACIDE FLUORHYDRIQUE A 4%	300%
33	INFILTRATION DES CARIES : SURFACE VESTIBULAIRE	300%
34	ADHESIF AUTOMORDANCANT UNIVERSEL	300%
35	FACETTES COMPOSITE EN METHODE DIRECT	300%
36	COMPOSITE AUTO-PHOTOPOLYMERISABLE	300%
37	CIMENTS ET CIMENTS DE VERRE IONOMERE (ENDO)	300%
38	CIMENTS ET CIMENTS DE VERRE IONOMERE (PROTHESE)	300%
39	CIMENT DE VERRE IONOMERE CHEMOPOLYMERISABLE	300%
40	MATRICES METALLIQUES UU DENTS TEMPORAIRES	300%
41	FLACONS ET PIPETTES	300%
42	MATÉRIEL POUR RESTAURATION	300%
43	STRIPS DE POLISSAGE	300%
44	COURONNES PROVISOIRES	300%
45	CUPULES ET BROSSETTES A USAGE UNIQUE	300%
46	MICROBROCHES A USAGE UNIQUE	300%
47	SYSTÈME DE MATRICES SECTORIELLES	300%
48	MATERIEL POUR ODONTOLOGIE	300%
49	PLAQUES DE VERRE	300%



50	ACCESSOIRES DIVERS	300%
51	POINTES DE PAPIER ET POINTES DE GUTTA RECIPROCITE	300%
52	POINTE POUR OBTURATION DES CANAUX PREPARES AVEC LE SYSTEME Pro Taper	300%
53	POINTES POUR OBTURATION CANALAIRE EN 2%, 4% ET 6%	300%
54	POINTES PAPIER	300%
55	PATE A EMPREINTES EN POLYETHER ET ACCESSOIRES	300%
56	PRODUITS D'EMPREINTES POUR PROTHESE FIXEE	300%
57	CASSETTES POUR INSTRUMENTS	300%
58	PRESENTOIRS	300%
59	SILICONE POLYSILOXANE PAR CONDENSATION	300%
60	PRODUITS D'EMPREINTES	300%
61	PATE A EMPREINTE A L'ALGINATE DE CLASSE A	300%
62	PATE A EMPREINTE A L'ALGINATE ODF	300%
63	PLAQUES POUR FACONNAGE THERMOPLASTIQUE RONDES, TRANSPARENTES, INCOLORES, A USAGE UNIQUE	300%
64	ISOLANTS	300%
65	PONCE PULVERISEE	300%
66	PLATRE POUR PRISE D'EMPREINTES	300%
67	BRASURE D'ARGENT UNIVERSELLE L.V. AVEC FLUX INCORPORE	300%
68	LIQUIDES ET PATES A POLIR	300%
69	PATE A L'OXYDE DE ZINC	300%
70	PRODUITS DE PROTHESE POUR EMPREINTES	300%
71	PRODUITS DE PROTHESE POUR LABORATOIRE	300%
72	ACCESSOIRES DIVERS POUR LABORATOIRE DE PROTHESE	300%
73	INDICATEUR DE POINTS DE SURPRESSION	300%
74	RESINE ACRYLIQUE AUTOPOLYMERISABLE pour réalisation de bridges ou couronnes provisoires	300%
75	CIRE EXTRA DURE	300%
76	RÉSINE AUTOPOLYMERISABLE ROSE VEINÉE	300%
77	RÉSINE AUTOPOLYMERISABLE INCOLORE	300%
78	RESINE CALCINABLE CLES SOUDURE PROTHESE	300%
79	PATE DE RETRACTION GINGIVALE	300%
80	COMPOSITE DE LABORATOIRE POUR FAUSSES GENCIVES	300%
81	PLATRE DENTAIRE	300%
82	FIL BOUCLE COULEUR RÉTRACTION GINGIVALE NON IMPREGNE	300%
83	PLAQUES ROSES PHOTOPOLYMERISABLES POUR LA REALISATION DE PORTE-EMPREINTES INDIVIDUELS	300%
84	BROSSES et DISQUES	300%
85	DENTS POUR PROTHESES DEFINITIVES	300%
86	DENTS RESINE ORDINAIRES PROTHESES PROVISOIRES	300%
87	DENTS PEDIATRIQUES	300%
88	TENONS, CONSOMMABLES & INSTRUMENTS DE POSE DE TENONS	300%
89	PANSEMENT PARODONTAL DUR	300%



90	BLOCS A SPATULER	300%
91	CANULES PEDIATRIQUES A USAGE UNIQUE	300%
92	POMPES A SALIVE NON STERILES	300%
93	REDUCTEUR DE CANULES POUR LA PARODONTOLOGIE	300%
94	ACCESSOIRES LINGUAUX	300%
95	ACCESSOIRES POUR MINIVIS	300%
96	TUBES A COLLER	300%
97	TUBES AUTOLIGATURANT A COLLER	300%
98	ARCS PREFORMES TRAUMATOLOGIE	300%
99	RESSORTS POUR ORTHODONTIE	300%
100	FILS ORTHODONTIQUES EN LONGUEUR	300%
101	DISTALISEUR ET EXPANDEUR SUR MINI-VIS	300%
102	ATTACHES ORTHDONTIQUES CERAMIQUE classique PRE ENCOLLEES	300%
103	ATTACHES ORTHDONTIQUES CERAMIQUE autoligaturantes PRE ENCOLLEES	300%
104	ATTACHES ORTHDONTIQUES classique EN CERAMIQUE	300%
105	ATTACHES ORTHDONTIQUES autoligaturantes CERAMIQUE	300%
106	ATTACHES ORTHDONTIQUES METAL autoligaturantes PRE ENCOLLEES (PRATICIEN)	300%
107	ATTACHES ORTHDONTIQUES autoligaturantes EN METAL	300%
108	BAGUES POUR ORTHOPEDIE DENTO-FACIALE	300%
109	BAGUES POUR OP idem ODF	300%
110	ARCS ACIER PREFORMES POUR ORTHODONTIE	300%
111	ARCS Nickel Titane PREFORMES POUR ORTHODONTIE	300%
112	ARCS Titane Molybdène PREFORMES POUR ORTHODONTIE	300%
113	ARCS THERMIQUES	300%
114	ELASTIQUES ET LIGATURES ORTHODONTIQUES	300%
115	MATERIEL POUR TRACTION EXTRA-ORALES	300%
116	BOITES DE RANGEMENT	300%
117	FILS POUR CONTENTION A COLLER	300%
118	CHAINETTE DE CONTENTION	300%
119	MATERIEL POUR DOCUMENTATION ORTHODONTIQUE	300%
120	MATERIEL POUR LABORATOIRE D'ORTHODONTIE	300%
121	CIMENT VERRE IONOMERE A L'EAU SCELLEMENT DEFINITIF	300%
122	STRIPPING MANUEL POUR ORTHODONTIE - Porte-empreintes à usage unique pour orthodontie (petits, moyens, grands et x grands - hauteur mini = 28mm/m)	300%
123	STRIPPING MANUEL POUR ORTHODONTIE (Appareil manuel à séparer les dents)	300%
124	GRILLES DE CONTENTION	300%
125	CORRECTEUR SIMPLE DE CLASSE II	300%
126	STRIPPING A INSTRUMENTATION ABRASIVE OSCILLANTE	300%
127	EDUCATEURS FONCTIONNELS : gouttières et écrans préfabriquées pour rééducation fonctionnelle	300%



128	PROPULSEUR MANDIBULAIRE	300%
129	CORRECTEUR SAGITTAL	300%
130	PRIMER POUR ORTHODONTIE	300%
131	SYSTÈME DE COLLAGE PHOTOPOLYMERISABLE ATTACHE CERAMIQUE METALIQUE ORTHODONTIE	300%
132	SYSTÈME DE COLLAGE PHOTOPOLYMERISABLE 1ère année	300%
133	COMPOSITE FLUIDE POUR CONTENTION	300%
134	COMPOSITE FLUIDE POUR FIXATION STOP	300%
135	SYSTEME ENDODONTIQUE POUR ROTATION CONTINUE	300%
136	POINTE GUIDE ACCESSOIRES POUR CONDENSATION LATÉRALE A FROID GUTTA	300%
137	INSTRUMENTS ENDOCANALAIRES	300%
138	LIME DESOBTURATION CANALAIRE RETRAITEMENT ENDODONTAIRE	300%
139	TRAITEMENT ENDODONTIQUE POUR TRAITEMENT ET FINITION	300%
140	TRAITEMENT ENDODONTIQUE / INSTRUMENTS NICKEL TITANE UU	300%
141	LIME DE CATHETERISME POUR ROTATION CONTINUE	300%
142	TRAITEMENT ENDODONTIQUE/ INSTRUMENTS NICKEL TITANE A USAGE UNIQUE DE MOUVEMENT DE RECIPROCITE	300%
143	INSTRUMENTS NICKEL TITANE A USAGE UNIQUE DE MOUVEMENT DE RECIPROCITE	300%
144	ACCESSOIRES DE DESINFECTION	300%
145	DESINFECTANT EMPREINTES ET PROTHESES DENTAIRES	300%
146	INSTRUMENT DE MODELAGE DES COMPOSITES	300%
147	MIROIR intra-buccal	300%
148	PLAQUE ANCRAGE A VISEE PREPROTHETIQUE ET/OU ORTHODONTIQUE	300%
149	PIED A COULISSE LECTURE DIGITALE	300%
150	MIROIR DENTAIRE A USAGE UNIQUE	300%
151	MATÉRIEL POUR RADIOGRAPHIE NUMERIQUE	300%
152	INSERTS ULTRA SONORE POUR PREPARATION EN PF (Matériel pour détartreur Satelec)	300%
153	INSERT EXCAVATION ULTRA SONORE (Matériel pour détartreur Satelec)	300%
154	MATÉRIEL POUR DETARTRAGE autoclavable à 134° (pour détartreur Satelec)	300%
155	INSERT D'ENDODONTIE PAS DE VIS SATELEC	300%
156	INSERT POUR CHIRURGIE ENDODONTIQUE PAS DE VIS SATELEC	300%
157	INSERT ULTRA SONORES	300%
158	INSERT ULTRA-SONORES EN ALLIAGE DE TITANE	300%
159	INSERT ULTRA-SONORES DESCELLEMENT	300%
160	INSERTS POUR RESECTION APICALE PAS DE VIS SATELEC	300%
161	DESINFECTION DES ASPIRATIONS	300%
162	TRAITEMENT ET MAINTIEN DE LA QUALITE DE L'EAU DE SOINS DE L'UNIT DENTAIRE	300%



163	FRAISES TUNGSTENE	300%
164	FRAISES DIAMANTEES	300%
165	POLISSOIR	300%
166	COFFRETS SUR MESURE	300%

2.3 Forme du marché

En application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord cadre à émission de bons de commande mono-attributaire conclu :

- sans minimum pour chacun des lots
- avec un maximum en quantité par lot et par période (voir article 2.2 du présent CCAP).

2.4 Durée du marché

L'accord cadre est conclu pour une période initiale à compter de la notification jusqu'au 31/05/2026 et reconductible 3 fois 12 mois par tacite reconduction sans que la durée totale de l'accord cadre ne puisse excéder 4 ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

La non reconduction éventuelle pourra se faire par lot. L'attributaire en sera alors informé 3 mois au plus tard avant la fin de chaque période en cours.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pour une durée d'exécution ne pouvant aller au-delà de 3 mois.

2.5 Marchés de livraisons complémentaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-4 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.



Article 3 – Pièces contractuelles

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 - Taux d'escompte ;
 - Annexe 2 - Bordereau des prix unitaires (onglet 1) et le taux de remise catalogue (onglet 2) ;
 - Annexe 3 - Cadre de mémoire technique et développement durable ;
- 2) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 – Quantités maximales par lot
- 3) Le cahier des clauses techniques particulières et son annexe :
 - Annexe 1 – Composition des coffrets sur mesure (lot 166)
- 4) Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- 5) La documentation technique
- 6) Offre financière du titulaire (autres que le BPU dans la limite de l'objet du marché)
- 7) Les bons de commande

Les conditions générales de vente (ou d'achat) sont inopposables au pouvoir adjudicateur.

Article 4 – Modalités d'exécution

4.1 Modalités de passation des commandes

Le présent accord cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Le bon de commande comporte à minima :

- Le numéro et la date de commande
- La désignation de la fourniture
- La référence à l'accord cadre
- La quantité commandée
- Le prix unitaire HT, le montant HT et TTC de la commande
- Le ou les lieux et délais de livraison
- Tout autre renseignement utile

Seuls les bons de commande signés par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur seront honorés par le titulaire.

Les bons de commande pourront être notifiés par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.



Article 5 - Codification et données logistiques des produits

Afin de garantir une gestion efficace des chaînes d'approvisionnement en identifiant de manière unique les produits et les unités d'expédition et d'assurer les besoins de traçabilité de l'hôpital, les membres du groupement GHT SLS demandent à leurs fournisseurs de respecter, une codification aux standards internationaux GS1.

Les données logistiques relatives aux dimensions, poids, conditionnement et palettisation de l'ensemble des références sont indispensables pour la création des produits dans le référentiel des Etablissements.

Article 6 – Lieux et délai de livraison

Les produits seront livrés à l'adresse et dans le délai indiqué sur le bon de commande.

Le titulaire est tenu de respecter l'adresse et le jour de livraison indiqués sur le bon de commande notifié.

Aucun produit ne sera livré directement dans les services sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur.

En cas d'indisponibilité d'un ou plusieurs produits, le titulaire doit prévenir sans délai le cadre de santé du service responsable de l'achat ainsi que le service approvisionnement du CHU Amiens-Picardie.

Article 7 – Prix et variation des prix

7.1 Caractéristiques des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, jusqu'au lieu de livraison.

Les frais de port éventuels sont indiqués à l'annexe 3 à l'acte d'engagement (Cadre de mémoire technique et développement durable).

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix unitaires détaillés au bordereaux de prix unitaires.

Pour les produits concernés, le prix de règlement ne pourra être supérieur au prix fixé par le CEPS.



7.2 Forme et variation des prix

Les prix unitaires du marché seront appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix sont fermes pour la première période de l'accord cadre.

Au-delà de la période initiale d'exécution, les prix du marché pourront être ajustés annuellement à la hausse comme à la baisse et sont révisables une seule fois à la date de reconduction du marché.

Le titulaire devra adresser au CHU d'Amiens son nouveau tarif public dûment référencé, applicable à l'ensemble de sa clientèle et une version actualisée des annexes financières retenues au marché **3 mois avant le début de la nouvelle période** aux adresses suivantes :

Marches.pharmacie@chu-amiens.fr

achats-produitsdesante@chu-amiens.fr

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé refuser l'ajustement. Le prix est alors déterminé à partir du dernier tarif accepté au marché.

CLAUDE DE SAUVEGARDE :

Si la hausse des prix, hors cas spécifiques des tarifs LPPR, excède 2% par rapport à la période précédente, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

La responsabilité du CHU Amiens Picardie ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

Cas spécifique des tarifs LPPR :

En cas de baisse des prix des produits concernés par la liste des produits remboursés, le prix du marché devra être actualisé en référence à cette liste dès sa date d'effet, et la remise s'appliquera obligatoirement sur le prix réglementé révisé. Ce prix sera actualisé d'office, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un accord des parties.

APr = Ancien Prix réglementé

Po = Prix offre initiale

NPr = Nouveau prix réglementé

Pr = Prix révisé

$$Pr = \frac{NPr - [NPr (Apr - Po)]}{Apr}$$

Le prix est en revanche maintenu jusqu'à la prochaine période de reconduction si le tarif réglementé est modifié à la hausse. L'établissement n'acceptera pas de prix supérieur au tarif LPPR.

En cas de changement de code LPPR :

- le prix de référence du marché public est maintenu jusqu'à la prochaine période lors d'un changement de code LPPR impliquant une hausse du tarif LPPR.
- le nouveau tarif LPPR est appliqué à sa date d'effet si le changement de code LPPR implique une baisse de ce tarif par rapport au prix du marché.



- si un produit est retiré de cette liste, le prix de référence de l'accord-cadre sera maintenu en cas de hausse ou révisé à la baisse à sa date d'effet.

En cas d'inscription en cours de marché, d'un produit à la liste des produits remboursés, le prix unitaire proposé ne pourra être supérieur au prix règlementé, à partir de sa date d'effet. Le nouveau tarif LPPR est appliqué à sa date d'effet si cela implique une baisse ou maintien du tarif par rapport au prix initial du marché. Dans le cas contraire, le prix du marché est maintenu jusqu'à la prochaine période.

Le titulaire doit impérativement informer le CHU Amiens Picardie de tout changement de tarifs dans les plus brefs délais aux adresses suivantes : Marches.pharmacie@chu-amiens.fr, achats-produitsdesante@chu-amiens.fr

La responsabilité du CHU Amiens Picardie ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

7.3 Recours au catalogue fournisseur

Le recours au catalogue fournisseur par lot est autorisé sur l'ensemble de la gamme référencé. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander les références non inscrites au BPU, correspondant à l'objet de l'accord-cadre. Cette ouverture catalogue devra être strictement conforme à l'objet du marché et relever spécifiquement de la gamme de produit alloti. Le montant total des achats effectués sur la base du catalogue ne pourra dépasser 10% du montant global par période HT du lot concerné au regard des quantités indiquées à l'annexe 1 du CCAP.

7.4 Offres promotionnelles

En dehors des périodes de révision éventuelles, le titulaire peut faire bénéficier le pouvoir adjudicateur et les établissements parties d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché.

Ces offres promotionnelles peuvent porter sur tout ou partie du Bordereau de Prix Unitaire.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer au Pouvoir Adjudicateur ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies, leur entrée en vigueur ne nécessite pas de modification du contrat.

7.5 Changement de domiciliation bancaire

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un nouveau RIB (IBAN) et stipulant le numéro de marché concerné par ce changement. Ce courrier sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.



La responsabilité du CHU Amiens Picardie ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

Article 8 – Clauses de financement et sûreté

8.1 Avance

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement. Dans le cas où le titulaire ne précise pas dans l'acte d'engagement l'acceptation ou le refus de l'avance, celui-ci est réputé refuser l'avance.

Les montants relatifs à l'avance évoqués ci-dessous sont exprimés toutes taxes comprises.

Conformément à l'article B.11.1. du CCAG FCS (option B), le montant de l'avance sera égal à 5.0 % du montant du bon de commande, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an. Si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport $12/N$, N étant la durée évaluée en mois.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-19 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant et son règlement interviendra dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Ce règlement doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de l'accord-cadre ou de la tranche.

En application de l'article R2191-11 du code de la commande publique, si l'avance est inférieure ou égale à 30% du montant de l'accord-cadre, elle sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché. Si l'avance est supérieure à 30% du montant de l'accord-cadre, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

Si l'avance est inférieure à 80% du montant de l'accord-cadre, son remboursement devra être achevé lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant de l'accord-cadre. Si l'avance est supérieure ou égale à 80% du montant de l'accord-cadre, elle sera intégralement remboursée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra le montant de l'avance accordée.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.



L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

8.2 Retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 9 – Règlement des comptes

9.1 Transmission des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues. Les bons de commande émis par les établissements du GHT mentionnent le Code Service à utiliser pour le dépôt des factures sur CHORUS PRO ;
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Le SIRET du CHU d'Amiens Picardie à utiliser lors de ces dépôts est uniquement le 26800014800125.

9.2 Modalités de règlement

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG applicable, les précisions ci-dessous sont apportées.

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après livraison des fournitures et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.7 du CCAG FCS.



9.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global **de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.**

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Taux d'escompte pour le CHU Amiens-Picardie :

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours conformément aux dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'établissement membre concerné.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement (décret 2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Les candidats préciseront dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement, les taux d'escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 50 jours calendaires. Plusieurs taux d'escompte pourront être proposés par les soumissionnaires.

Le(s) taux d'escompte finalement retenu(s) dans un marché s'appliquera(ont) sur chaque facture dès lors que l'établissement membre du GHT honorera les paiements sous le délai contractualisé ou plus court. Ainsi, le montant de l'escompte sera déduit du montant du paiement de chaque facture. Les clauses contractuelles relatives aux taux d'escompte retenues dans un marché n'emportent pas obligation pour l'établissement membre de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforcera.

Concernant le CHU Amiens Picardie, il est porté à la connaissance des candidats que l'établissement s'inscrit dans une démarche de réduction de ses délais de paiement et qu'il est en capacité de procéder à un paiement à 20 jours. Le délai de paiement ne pourra cependant être inférieur à 20 jours.

9.4 Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.



Article 10 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Les stipulations de l'article 14 du CCAG FCS sont seules applicables.

Article 11 – Documents à fournir pendant l'exécution

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française.

Le titulaire s'engage à fournir, après notification de l'accord-cadre, les extraits catalogue public en lien avec l'objet de l'accord-cadre de l'année en cours au format EXCEL. Celui-ci devra communiquer son catalogue public à jour à chaque nouvelle année civile à l'adresse suivante : achats-produitsdesante@chu-amiens.fr. Dans le cas contraire, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer les tarifs du dernier catalogue transmis.

Article 12 – Transport et réception des fournitures

Chaque livraison est accompagnée à minima d'un bon de livraison indiquant :

- Référence de la commande
- Désignation des produits livrés
- Quantité livrée

La livraison sera effectuée sur le site indiqué au bon de commande.

Les fournitures seront livrées emballées et ne devront présenter aucun défaut. Les emballages ouverts ou abîmés pourront être refusés. Dans ce cas, un délai compatible avec les nécessités de service pourra être accordé pour représenter les produits attendus.

En cas d'impossibilité de livraison, d'indisponibilité d'un ou plusieurs produits ou toute autre modification, **le titulaire doit en informer sans délai et par tout moyen le cadre de santé ayant émis la commande ainsi que le service approvisionnement.**

En aucun cas, une substitution de produit ne sera acceptée sans accord préalable du cadre de santé du service concerné.

A la réception de la commande, une vérification immédiate de la livraison est effectuée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée, l'établissement peut mettre en demeure le titulaire de :

- Reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande
- Compléter la livraison dans les plus brefs délais



Article 13 – Vérification et admission

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS.

A l'issue des opérations de vérification, la décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG FCS.

L'admission des fournitures est prononcée par le cadre de santé du service qui s'assure de la conformité des produits, selon les règles du Code de la santé publique et du code de la commande publique.

Il dispose de 15 jours, à compter de la livraison, pour prononcer l'admission des fournitures conformément à l'article 30 du CCAG FCS.

Article 14 – Garantie des prestations

En dérogation à l'article 33 du CCAG, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de son admission, et pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

Article 15 – Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations de maintenance.

Le titulaire devra justifier la validité de sa police d'assurance, à chaque reconduction annuelle.

Article 16 – Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

16.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières



- empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

16.2 Evolution, extension ou substitution de références en cours d'exécution

Il est précisé qu'en raison de :

- L'évolution des techniques médicales et chirurgicales
- L'évolution et l'amélioration des produits pharmaceutiques (modification et substitution de référence, changement de présentation de conditionnement, ajout de variétés dans la gamme)
- La nécessité de faire face à un problème d'approvisionnement du fournisseur
- Le rachat d'une gamme d'une entreprise concurrente

La substitution d'un produit par une autre référence ou l'ajout d'un produit identique de la gamme au cours de l'accord cadre, est possible, sans avenant, dès lors que le prix unitaire n'est pas supérieur au prix initial, et que l'économie globale du lot concerné ne s'en trouve pas bouleversée. Ces modifications se font après acceptation écrite du cadre de service du CHU Amiens-Picardie.

Dans le cas d'une évolution et amélioration des produits dentaires et dispositifs médicaux et évolution des techniques médicales, le fournisseur est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique,
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu.



En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses ou d'évolution réglementaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS.

Article 17 – Exécution aux frais et risques

En cas de défaillance d'un fournisseur (livraison non conforme, arrêt de commercialisation sans substitution, rupture de stock, déclaration de matériovigilance en cours d'investigation...) le pouvoir adjudicateur peut, sur demande expresse du cadre de santé, s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions fixées à l'article 45 du CCAG FCS. Aucune mise en demeure préalable n'est requise dans ce cas.

Le titulaire est tenu d'informer par écrit le cadre de santé responsable des achats ainsi que le service approvisionnement, de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur.

En cas de défaillance répétée (soit plus de trois fois au cours de la même période) ou prolongée, la résiliation pourra intervenir dans les conditions fixées aux articles 38 et 41 du CCAG FCS.

Article 18 - Autres obligations du titulaire

18.1 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

a) Obligations de contrôle

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu de prendre les mesures nécessaires permettant d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité.

Le titulaire du présent accord-cadre veille à ce que tout salarié qui participe à l'exécution du service public, et toute personne à qui il confie une partie de l'exécution de ce service :

- s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses,
- traite de façon égale toute personne, notamment tout usager du service,
- respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Ces obligations concernent également les sous-traitants. Ainsi, tout contrat de sous-traitance relatif à l'exécution du service public doit rappeler ces obligations et être transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant.

b) Modalités de contrôle

Les usagers du service public sont informés par le titulaire des modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

L'acheteur doit être informé dès qu'un manquement est constaté. Il peut alors exiger que les personnes concernées ne soient plus en contact avec les usagers.



18.2 Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Article 19 – Résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG FCS.

Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, lorsque l'acheteur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG FCS :



- L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

En dérogation aux articles 41 et 45 du CCAG FCS, la résiliation pour faute du titulaire peut être prononcée en cas de plusieurs cas de matériovigilance. Une mise en demeure du titulaire est obligatoire. L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire. Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Article 20 – Différents et Litiges

La loi française est seule applicable au présent de l'accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens

14, rue Lemerchier

CS 81114

80011 Amiens Cedex 01

Téléphone : 03 22 33 61 70

Télécopie : 03 22 33 61 71

Courriel/Boîte Fonctionnelle : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent de l'accord-cadre doivent être rédigés en langue française.

Article 21 – Règlement général de protection des données

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen du conseil du 27 avril 2016, le titulaire est soumis aux obligations suivantes :

« Le traitement par un titulaire est régi par un contrat ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le titulaire à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement. Ce contrat ou cet autre acte juridique prévoit, notamment, que le titulaire :

- a. ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le titulaire est soumis; dans ce cas, le titulaire informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;



- b. veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité;
- c. prend toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 ;
- d. respecte les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 pour recruter un autre titulaire ;
- e. tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III ;
- f. aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du titulaire ;
- g. selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ;
- h. met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ».

Article 22 – Dérogations au CCAG FCS

Liste des articles du CCAG Fournitures Courantes et Services auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG FCS
Article 3 – Pièces contractuelles	4.1
Article 10 – Pénalités	14.1.3
Article 14 - Garantie	33
Article 16.2 – Evolution, extension ou substitution de références en cours d'exécution	38
Article 18 - Résiliation	41 / 42 / 45